

Fiche 7 - L'aide publique au développement passée au crible : résultats, limites et idées reçues. Ce que disent les contrôles et les évaluations

*Souvent présentée comme opaque et inefficace ou instrumentalisée politiquement, l'aide publique au développement (APD) devient parfois la victime expiatoire de critiques plus larges sur la dépense publique. L'APD est pourtant **l'une des politiques publiques les plus contrôlées et évaluées**. Entre contrôles budgétaires, audits, évaluations indépendantes et impacts documentés, l'APD repose sur une chaîne de redevabilité très dense.*

A RETENIR

- L'APD est une politique publique très contrôlée. Elle est encadrée par des mécanismes de supervision politique, budgétaire, administrative et financière, complétés par des dispositifs internes de redevabilité.
- En dix ans, la Cour des comptes a consacré au moins 17 publications à l'aide publique au développement, à ses opérateurs ou à ses canaux multilatéraux, de l'AFD aux organisations internationales comme l'ONU, l'OMS, le Fonds mondial, Gavi ou l'IFFIm.
- Pour la seule année 2024, l'Agence française de développement (AFD) a été [auditionnée 19 fois par le Parlement](#).
- Les politiques et programmes financés via l'APD sont évalués et contrôlés à plusieurs échelles pour en mesurer les résultats et en améliorer la mise en œuvre. Les pertes liées à la fraude ou à la corruption sont estimées à [moins de 1 % des montants engagés](#).
- Dans les pays à faible revenu, l'APD peut produire un puissant effet de levier, un euro investi dans des actions de santé, de nutrition, d'accès à l'eau ou d'adaptation climatique est susceptible de générer des effets d'échelle conséquents à moindre coût.
- Si l'APD ne produit pas partout les mêmes effets, elle peut générer des résultats solides lorsqu'elle repose sur des objectifs clairs, une mise en œuvre rigoureuse et une adaptation aux contextes locaux.

Faits et chiffres

En France, l'APD fait l'objet d'un [contrôle politique et budgétaire rigoureux](#). Ses orientations et moyens sont définis par l'exécutif et débattus lors de l'examen de la loi de finances. Le Parlement vote les crédits et exerce son contrôle à travers des rapports, des auditions et des évaluations. À ce titre, l'Agence française de développement (AFD), qui en est l'un des opérateurs, est régulièrement entendue : elle a été [auditionnée 19 fois devant l'Assemblée nationale et le Sénat en 2024](#). La Cour des comptes examine également régulièrement la politique française de solidarité internationale.

À cela s'ajoutent des mécanismes internes de contrôle, destinés à garantir une utilisation rigoureuse et traçable des fonds. Les organisations mobilisent à cette fin des procédures d'audit, de [prévention des fraudes](#), de [gestion fiduciaire](#) et de [suivi opérationnel](#) sur le terrain.

Les financements de la solidarité internationale issus de ressources par définition publiques sont donc soumis à **plusieurs niveaux de supervision**.

Les risques de détournement, de corruption ou de mauvaise gestion existent, en particulier dans des contextes fragiles. Mais les estimations disponibles suggèrent qu'ils demeurent faibles : les pertes enregistrées liées à la fraude et à la corruption sont [systématiquement inférieures à 1 % des financements](#). Ainsi, le ministère du Développement britannique les estimait [entre 0,2 et 0,7 % en 2020](#), et [les Nations unies à 0,03 %](#) de leurs dépenses.

Au-delà des contrôles, l'APD fait également l'objet d'**évaluations de son efficacité**. Mesurer l'impact de l'aide publique au développement ne consiste pas seulement à compter les montants engagés.

Chaque bailleur dispose de ses propres dispositifs d'évaluation. Les projets peuvent être évalués à

différents stades de mise en œuvre afin d'en mesurer les effets à moyen et long terme, selon différentes méthodes.

Que se passe-t-il en cas de corruption ? Le cas de l'Ouganda en 2006

Le cas de l'Ouganda, au milieu des années 2000, illustre comment les bailleurs peuvent interrompre des programmes lorsqu'ils détectent de graves irrégularités. Après la mise au jour de problèmes de gestion sur plusieurs subventions du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en Ouganda, les financements ont été suspendus. Les activités jugées vitales ont été maintenues, mais la gestion des fonds a été réorganisée, des audits et enquêtes complémentaires ont été menés, et la reprise des financements a été conditionnée à de nouveaux garde-fous.

En France, l'AFD, la banque de développement à l'international de la France, procède à un bilan systématique des projets financés à leur achèvement. Elle fait évaluer 50 % des projets par des cabinets indépendants et en rend publics les résultats. C'est le second pourvoyeur d'évaluations de politiques publiques après l'Assemblée nationale, d'après la plateforme citoyenne mise en place par la Cour des comptes. Par ailleurs, une commission d'évaluation de l'aide publique au développement renforce ce paysage. Elle apprécie la pertinence des projets et programmes d'APD, examine la cohérence des interventions et leurs coûts de gestion.

Les 33 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sont aussi soumis à des examens réguliers par les pairs. Deux pays membres en examinent alors un troisième.

Les organisations multilatérales sont quant à elles évaluées par des réseaux spécialisés comme le Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN). Ce réseau indépendant évalue leur performance, leur gouvernance, leur capacité à produire des résultats et à respecter des standards éthiques.

Forts de leur approche originale, les économistes Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer ont reçu le prix Nobel d'économie pour leur méthode scientifique d'évaluation de l'efficacité des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté, l'expérimentation aléatoire contrôlée.

Ces évaluations permettent de mesurer **l'impact de l'aide publique au développement**.

Quelques exemples :

- L'Association internationale de développement (IDA), fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, indique avoir permis à 156 millions de personnes d'obtenir un **accès nouveau ou amélioré à l'électricité** entre 2012 et 2025.
- En Guinée, un programme financé par l'AFD de 1999 à 2024 sur la **culture du riz et l'élevage de poissons** a permis l'arrêt de l'usage d'herbicides pour 78 % des agriculteurs et l'amélioration des conditions de vie de 31 % des pisciculteurs.
- L'UNICEF indique qu'en 2024, son action a permis de fournir des **services d'eau sûre à plus de 41 millions de personnes** et des **services d'hygiène à 21 millions de personnes**.
- Depuis 2021, les vaccinations soutenues par Gavi, l'Alliance du vaccin, ont généré plus de 73,6 milliards de dollars de bénéfices économiques pour les pays. Entre 2000 et 2024, ces bénéfices s'élèvent à plus de 280 milliards de dollars.

Ces exemples illustrent comment l'APD peut contribuer à protéger des vies, améliorer l'accès à des services essentiels, renforcer des services publics et permettre de mieux résister aux chocs passés ou futurs.

Mais ces effets doivent être lus avec prudence. Il est relativement **simple de mesurer des résultats immédiats** comme des enfants vaccinés, des moustiquaires distribuées ou des écoles rénovées. Il est nettement **plus difficile de mesurer les effets de long terme** comme une baisse durable de la pauvreté ou de la mortalité, une amélioration réelle de la qualité de l'éducation, de l'égalité femmes-hommes, ou encore un renforcement des institutions publiques.

Le développement économique et social d'un pays ne dépend d'ailleurs jamais d'un seul programme. Les effets observés résultent d'un ensemble de facteurs entremêlés : politiques nationales, croissance économique, contexte sécuritaire, démographie... Il est donc plus facile d'évaluer un programme de vaccination qu'une réforme de gouvernance ou un programme de renforcement institutionnel, dont les effets sont plus diffus, plus lents et plus difficiles à isoler.

Enfin, l'APD ne produit pas partout les mêmes résultats. **Les effets dépendent fortement des contextes.** Un même instrument peut fonctionner rapidement dans un pays relativement stable, doté d'institutions capables d'absorber les financements, et produire des résultats beaucoup plus incertains dans une zone de conflit ou dans un État très fragile. C'est pourquoi les politiques de solidarité internationale doivent être adaptées aux contextes locaux dans lesquels elles sont mises en œuvre.

L'efficacité de l'APD dépend aussi de la manière dont le système de la solidarité internationale est organisé. Un point central des évaluations est la fragmentation du secteur de la solidarité internationale. Dans une [analyse de référence](#), la Banque mondiale souligne que la multiplication des acteurs et des canaux de financement accroît la complexité du système et les coûts de transaction supportés par les pays partenaires.

Ce constat nourrit la réflexion sur le futur du développement, à l'heure où il importe de faire plus avec moins de ressources tout en prenant mieux en compte les attentes des pays partenaires : simplifier les circuits, mieux coordonner les bailleurs, s'aligner davantage sur les priorités nationales et, lorsque le contexte le permet, financer plus directement les pays ou les acteurs locaux.

Regards et témoignages



L'aide au développement n'est pas une simple béquille, mais un investissement : des réseaux de recherche de plus en plus denses, y compris dans les pays en difficulté, savent évaluer les besoins et les solutions pour s'en sortir. »
 Esther Duflo, prix Nobel d'économie, Tribune libre, [Le Monde](#), juin 2025

Pour aller plus loin

- [Face à la crise de l'aide au développement, l'essor des méthodes d'évaluation](#), *Le Monde*
- [Les évaluations](#), Agence française de développement
- [Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement : France 2024](#), Comité d'aide au développement, OCDE
- [Associations et bailleurs de fonds publics internationaux : concilier les objectifs de redevabilité et d'efficience des projets de solidarité](#), Alternatives humanitaires
- [Retrouvez l'ensemble des fiches pédagogiques sur le site de Focus 2030 \(focus2030.org\).](#)

EXPERTISE 2030

Vous souhaitez interviewer ou bénéficier d'un éclairage sur l'aide publique au développement ?

Identifiez et contactez des experts via Expertise 2030, le répertoire des spécialistes des enjeux de développement et de solidarité internationale.